

## Nouvelles locales du mardi 22 mars 2016

@rib News, 22/03/2016 | Economie - Le Ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation vient d'interdire la possession de deux cartes Sim d'une même compagnie à un seul abonné. Dans une ordonnance signée le 17 mars 2016, l'article 1 précise qu'il est strictement interdit à tous les opérateurs de téléphonie mobile agréés au Burundi de vendre ou d'offrir plus d'une carte Sim à un seul abonné sans l'approbation de l'Agence de Régulation des Télécommunications ARCT. L'ordonnance oblige aussi les compagnies de téléphonie mobile de vérifier si les utilisateurs de cartes Sim sont leurs véritables propriétaires.

Au cas contraire, l'opérateur devra bloquer la carte Sim sinon il se sera exposé à une amende de cinq millions de francs burundais par cas détecté. Cette ordonnance donne de larges pouvoirs à l'organe d'autorégulation, comme le stipule l'article 8. L'ARCT ou son partenaire est autorisé à tout moment, et sans préavis à se rendre sur les sites des opérateurs afin d'effectuer des opérations de contrôle de toute nature. Toute obstruction à cette inspection est passible d'une pénalité de deux cents millions de francs burundais. Pour se conformer à cette ordonnance, les opérateurs ont un délai de deux mois alors que l'ordonnance a été signée le 17 Mars 2016. - Le conseiller économique du Maire de la ville affirme que toutes les conditions sont réunies pour que la réhabilitation de certains marchés de la Mairie de Bujumbura débute lundi le 28 mars 2016. Kinshasa Christophe avoue que ces travaux ont connu un retard d'un mois. Il explique que cela a été dû au fait que la société GETRA chargée d'assurer les activités de réhabilitation avait exigé la rupture du contrat car il y avait des travaux supplémentaires qui ne figuraient pas sur le contrat initial. Kinshasa Christophe tranquillise les commerçants que les activités ne vont pas prendre une longue durée. Les activités de réhabilitation des marchés Kinindo, Ruziba, Ngagara, Jabe, Musaga, Kanyosha et Kinama devaient commencer avec mi-janvier. Les commerçants de ces marchés ont été déplacés vers d'autres places provisoires pour continuer à vaquer à leurs activités. Ils demandent que les activités de réhabilitation soient menées dans les meilleurs délais pour regagner leurs stands.

| Sécurité - Le lieutenant colonel Darius Ikurakure, commandant du bataillon de génie des combats de Muzinda en province de Mubanza a tué l'Etat-major général de l'armée. Des sources de l'armée burundaise confirment cette information. Il a tué au moment où la plupart des militaires avaient rejoint leur domicile vers 13h pour la sieste. Selon une certaine source, son bourassassin a ensuite sauté par-dessus le mur clôturant les bâtiments de l'Etat-Major et s'est enfui en toute tranquillité. Après cet assassinat, le porte-parole adjoint de la Force de Défense Nationale Clément Cimana confirme que l'officier supérieur a été tué par un homme en tenue militaire. Il affirme que ce dernier a pris la fuite en longeant les bâtiments de la Clinique Prince Louis Rwagasore juxtaposant ceux de l'Etat-major général de l'armée. L'arme du crime a été récupérée selon les dires de M. Cimana. Ajoutons que cette victime était citée dans de nombreux cas d'exaspération extrajudiciaire dans les quartiers contestataires contre le 3<sup>e</sup> mandat de Pierre Nkurunziza. Lt-Colonel Ikurakure était illustré surtout après la mort du Général Adolphe Nshimirimana et certains considéraient comme son successeur dans l'appareil répressif. - Ce lundi soir, la police a mené des fouilles-perquisitions dans la capitale Bujumbura et à l'intérieur du pays. Ces opérations visaient les milieux contestataires du 3<sup>e</sup> mandat de Pierre Nkurunziza. A l'intérieur du pays, il s'agit des communes de Mugongo-Manga et Mukike en province de Bujumbura ainsi que Mugamba en province de Bururi. A Mukike, trois jeunes gens ont été arrêtés.

Précisons que le week-end dernier, le président de la Ligue des Jeunes du CNDD-FDD dans cette commune a été chappé à une tentative d'assassinat. A Bujumbura, la fouille-perquisition opérée hier matin en zone de Musaga a abouti à l'arrestation de quatre individus dont un commerçant selon des habitants. Dans la soirée, vingt personnes y ont été interpellées. Elles ont été conduites au cachot de la zone. Ce lundi après-midi, dans le quartier de Jabe en zone de Bwiza, la police a mené une fouille-perquisition. Elle venait s'assurer que les habitants avaient bien rempli les cahiers des ménages; cahiers dans lesquels sont inscrits les noms des occupants des maisons. | Droit de l'Homme - Arcade Nkurunziza, membre du parti MSD a été arrêté ce lundi soir par le chef du Service National de Renseignement dans la province de Makamba, Samuel Bapfumukeko alias "Destino", alors qu'il était à Mbizi. Il a été conduit à bord d'un véhicule avec plaque IT. Le motif de son arrestation n'a pas été divulgué, ni sa destination. Sa famille craint pour sa sécurité et l'arrestation s'est déroulée sans mandat. 12 autres personnes ont été arrêtées la semaine dernière, après la mort d'un des collinaires à Kibago.

| Education - La direction provinciale de l'enseignement de Bururi donne un bilan de mille trois cent neuf élèves ayant abandonné l'école jusqu'en fin du second trimestre de l'année 2016, soit un taux d'abandon de un point cinq au primaire et zéro point neuf au secondaire. Le nombre de filles est de quatre cent quinze à l'école primaire et cent quarante-neuf au secondaire. Selon le responsable du service de planification scolaire dans cette direction provinciale de l'enseignement, les grossesses non désirées constituent la principale cause d'abandon pour les jeunes filles. Au premier trimestre de cette année scolaire, la même direction avait enregistré cinquante et une jeunes filles ayant interrompu l'école à cause des grossesses précoces, les garçons abandonnent l'école quant à eux suite à la pauvreté dans les familles, d'autres sont motivés. Cette année scolaire, la province Bururi enregistre plus de quatre-vingt cinq mille élèves qui fréquentent les écoles primaires et secondaires. | Environnement - Environ 15000 hectares de forêts naturelles de la Kibira dans la province de Bubanza ne sont pas bien protégés. Cette réserve naturelle est victime de braconnage et de déboisement. Selon un ancien responsable de garde de forêts, près de 15 hectares ont été dévastés et déploré cependant le manque de gardes forestiers suffisants. C'est le même avis du chef de zone Kivyuka en commune Musigati. Cette réserve est gardée par six gardes forestiers ce qui permettrait aux malfaiteurs de détruire cet environnement protégé. Cet ancien responsable de garde forestier exige à l'Office Burundais de Protection de l'Environnement de multiplier les gardes de forêt. Selon Jean Baptiste responsable de ce secteur à Bubanza, il fallait plus de 30 gardiens pour mieux protéger cette réserve. A l'intérieur de la Kibira, de petits champs de culture sont observés. - Les quartiers de Mutanga Sud, Mutanga Nord, Kibira et Nyakabiga de la Mairie de Bujumbura sont sérieusement menacés par la rivière Ntakangwa. L'eau des montagnes de Mirwa surplombant la ville de Bujumbura vient avec une très grande force et emporte une grande quantité de terre.

Des centaines de maisons risquent d'être emportées par cette rivière si rien n'est fait dans l'immédiat. Selon de Mugoboka à Mutanga vivant tout près de la rivière, quand il y a des pluies, nous avons peur car nous entendons des morceaux de terres qui tombent dans la rivière. À part les maisons qui sont menacées, les infrastructures de la Regideso qui servaient à collecter l'eau de cette rivière pour la distribuer aux citoyens ne fonctionnent depuis plusieurs années. Selon une source à la Regideso, des travaux sont en cours pour réhabiliter ces installations sur le point de captage de l'eau mais si la rivière n'est pas maîtrisée ce sera une peine perdue. Un budget estimé à plus de 2 milliards de francs burundais est nécessaire pour minimiser les risques mais aujourd'hui rien n'est fait. De hautes autorités du pays se sont succédées sur le lieu, le premier vice-président de la République et le ministre des travaux publics mais aucune action n'a suivie ces visites.